

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Orléans, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Linamar Light Metals

ZI de La Martinerie
Rue Champollion
36130 DIORS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement Linamar Light Metals implanté ZI de La Martinerie Rue Champollion 36130 DIORS. L'inspection a été annoncée le 31/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Linamar Light Metals
- ZI de La Martinerie Rue Champollion 36130 DIORS
- Code AIOT dans GUN : 0010000575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement est une fonderie d'aluminium qui travaille pour le secteur automobile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la précédente visite;
- Prévention de la pollution des eaux;
- Gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 4.3.9.1	/	Sans objet
Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 7.5.3	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 7.3.2	/	Sans objet
Plan d'Organisation Interne	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 7.6.5.1	/	Sans objet
Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 4.1.1	/	Sans objet
Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 4.1.3.1	/	Sans objet
Déchets.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 5.1.2	/	Sans objet
Déchets.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 5.1.3	/	Sans objet
Déchets.	Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 5.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater 4 non-conformités. Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de la précédente visite.
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.
Constats : Conforme.
Observations : Les 3 observations, concernant la présence de poussières dans des armoires électriques, relevées lors de la vérification des installations électriques réalisée en 2021 ont été corrigées par l'exploitant. Une armoire a été nettoyée par cryogénie le 23 décembre 2021, une deuxième a été aspirée le 30 janvier 2022 et la dernière est condamnée et n'est plus raccordée au réseau électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de la précédente visite.
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes [...].
Constats : 4 points de rejet à l'atmosphère présentent des dépassements des valeurs limites d'émission: TTH ATI conduit n° 1 et 2 (Nox), régénération sable (poussières) et LORAMENDI 006 (COVNM).
Observations : Les analyses ont été réalisées sur des prélèvements effectués du 17 au 21 janvier 2022. Les dépassements sont: TTH ATI conduit n° 1, paramètre NOx, 299 pour 120 mg/Nm3; Art 21 de l'AM du 2/2/98: Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. TTH ATI conduit n° 2, paramètre NOx, 193 pour 120 mg/Nm3; Régénération sable, paramètre poussières, 32.8 pour 20 mg/Nm3; LORAMENDI 006, paramètre COVNM, 121 pour 110 mg/Nm3. Il serait judicieux que l'exploitant définisse et mette en oeuvre une procédure de suivi des paramètres des différentes installations afin de prévenir les dépassements des valeurs limites d'émission. Pour la LORAMENDI 006, l'exploitant indique qu'elle est arrêtée depuis le 4 février 2022 et qu'un rétrofit est prévu avant son redémarrage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan d'Organisation Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 7.6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des suites de la précédente visite.
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre à jour son Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.
Constats : Conforme.
Observations : Le P.O.I. a été mis à jour, la version J est datée du 2 mai 2021. Ce P.O.I. a été mis en œuvre lors d'un exercice avec le SDIS le 25 novembre 2021 à 10h00. Lors de cet exercice l'exploitant a informé l'inspection des installations classées à 10h40.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau.
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux services de secours sont limités aux quantités suivantes : Prélèvement maximal annuel : 50 000 m ³ ; Ratio maximal : 5 m ³ par tonne produite.
Constats : Conforme.
Observations : Pour 2021 la consommation d'eau a été de 26 365 m3, ce qui donne un ratio de 4.69 m3 par tonne produite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 4.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau d'alimentation en eau.
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : Conforme.
Observations : Le bon état de fonctionnement du disconnecteur a été vérifié le 20 août 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet dans le milieu naturel (en concentration).
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies [...].
Constats : Les analyses sur les rejets des eaux de ruissellement du parking VL montrent des dépassements des valeurs limites d'émission sur deux paramètres: MES et Fer + Alu
Observations : Les dépassements des valeurs limites d'émission sont: Pour le paramètres MES: 48 pour 35 mg/l; Pour le paramètres Fer + Alu: 6.62 pour 2 mg/l.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions.
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs.
Constats : Certaines rétentions ne sont pas vides de tout liquide.
Observations : Lors de la visite du site, l'inspection constate que certaines rétentions ne sont pas vides de tout liquide. Les rétentions doivent être vides de tout liquide afin de conserver leur capacité volumétrique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets.
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.
Constats : Conforme.
Observations : Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté d'erreur de tri dans les bacs destinés à collecter les différents déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 51.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations internes de transit des déchets.
Prescription contrôlée : Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, le sont dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Conforme.
Observations : Les principaux déchets dangereux produits par l'exploitant sont des huiles solubles, ils sont stockés sur rétention dans un local extérieur abrité des intempéries et fermé à clef.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2015, article 51.6
Thème(s) : Risques chroniques, Transport.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant utilise l'application Tennaxia pour renseigner son registre des déchets sortants. Cette application transfère automatiquement les saisies de l'exploitant vers l'application Trackdéchets. L'inspection a consulté un BSD (n° BSD-20220502-E9186WKAX) issu de l'application Trackdéchets, ce dernier est correctement renseigné et signé par les différentes parties.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique.
Prescription contrôlée : La société Linamar Light Metals exploitant une fonderie, sise Z.I. de La Martinerie, rue Champollion sur la commune de Déols, devra réaliser une étude technico-économique sur les dispositifs à mettre en place afin de corriger les dépassements des valeurs limites d'émission pour le paramètre COV sur les rejets atmosphériques de l'établissement, accompagnée d'un calendrier de mise en œuvre des actions nécessaires, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'étude technico-économique n'est pas réalisée.
Observations : Dans un courrier du 8 mars 2022 l'exploitant a informé l'inspection de l'avancement de ses recherches de solutions et des coûts associés. Par courrier du 12 avril 2022, l'exploitant indique avoir les retours des trois prestataires consultés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet